



CHAPITRE 154

Loi des mécaniciens en tuyauterie

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Restric-
tion.

1. La présente loi ne s'applique pas aux mines régies par la Loi des mines (chap. 89). S. R. 1941, c. 173, a. 30.

Défini-
tions:
« minis-
tre »;

2. Dans la présente loi:

1° Le mot « ministre » désigne le ministre du travail;

« entre-
preneur »;

2° Le mot « entrepreneur » désigne et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie des compagnons ou des apprentis, tel que décrit dans les paragraphes 3° et 4° du présent article ou qui prend à son compte à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie suivants, savoir:

a) Les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans toute bâtisse ou construction; ces systèmes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

b) Les systèmes de réfrigération de tout entrepôt, bâtisse ou local, destinés à rafraîchir l'air, à refroidir des substances ou à faire de la glace, et qui ont la capacité que déterminera le bureau des examinateurs;

CHAPTER 154

Pipe-Mechanics Act

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. This act shall not apply to mines governed by the Mining Act (Chap. 89). R. S. 1941, c. 173, s. 30. Applica-
tion
restricted.

2. In this act:

(1) The word "Minister" designates the Minister of Labour;

(2) The word "contractor" designates and includes any person, company, association or corporation who or which employs journeymen or apprentices, as described in paragraphs 3 and 4 of this section, or who or which undertakes on his or its own account by the hour, day or for a lump sum, by verbal agreement, written contract or otherwise, the work of installing, repairing or renewing of one, several or all of the following systems of piping, to wit:

(a) Heating systems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction; such systems including among others gravity or forced hot water systems, and high, low or vacuum steam systems and likewise any firing system;

(b) Refrigerating systems of any warehouse, building or premises, used for cooling the air, chilling articles or for making ice, having a capacity to be fixed by the board of examiners;

Défini-
tions:
"Min-
ister";
"con-
tractor";

c) Les arroseurs automatiques utilisés pour prévenir et combattre les incendies dans toute bâtisse ou construction;

d) Les systèmes de plomberie, dans toute bâtisse ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation des siphons (*back air vent*); pour l'alimentation de l'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz;

« compa-
gnon »;

3° Le mot « compagnon » désigne et comprend toute personne qui loue ses services à un entrepreneur au sens de la présente loi, pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a, b, c et d* du paragraphe 2° du présent article;

« ap-
prenti »;

4° Le mot « apprenti » désigne et comprend toute personne qui fait l'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a, b, c, et d* du paragraphe 2° du présent article;

« exami-
nateurs »;

5° Les mots « bureau des examinateurs » ou « examinateurs » désignent le bureau visé par l'article 3 de la présente loi;

« règle-
ments »;

6° Le mot « règlements » désigne les règlements adoptés en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 173, a. 2.

(c) Mechanical sprayers utilized to prevent and fight fires in any building or construction;

(d) Plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for the back air vent; for supplying hot or cold water or gas;

(3) The word "journeyman" designates and includes any person who hires his services to a contractor within the meaning of this act, to carry out the work of installing, repairing or renewing of one, several, or all of the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a, b, c, and d* of paragraph 2 of this section;

(4) The word "apprentice" designates and includes any person who is apprenticed to the work of installing, repairing or renewing of one, several or all of the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a, b, c and d* of paragraph 2 of this section;

(5) The words "board of examiners" or "examiners" designate the board contemplated by section 3 of this act;

(6) The word "regulations" designates the regulations adopted in virtue of this act. R. S. 1941, c. 173, s. 2.

SECTION II

DU BUREAU DES EXAMINATEURS

Établis-
sement
d'un
bureau
d'exami-
nateurs.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un bureau d'examineurs composé de trois membres, dont un désigné comme examinateur en chef, qui doivent être choisis parmi des personnes compétentes dans les travaux d'installation des systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a, b, c et d* du paragraphe 2° de l'article 2, âgées d'au moins vingt-cinq ans et ayant une connaissance théorique et pratique dans ces genres de travaux.

Traite-
ments.

Le traitement des membres de ce bureau est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 173, a. 3.

DIVISION II

BOARD OF EXAMINERS

3. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a board of examiners consisting of three members, one of whom shall be designated as chief examiner, who shall be chosen from among the persons competent in the work of installing the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a, b, c and d* of paragraph 2 of section 2 of this act, not under twenty-five years of age and having theoretical and practical knowledge of such kind of work.

The salary of the members of such board shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 173, s. 3.

Devoirs.	<p>4. Les devoirs de ces officiers sont de:</p> <p>1° Faire subir des examens à toute personne tenue de prendre une licence en vertu de la présente loi;</p> <p>2° Tenir des séances d'examens, composer des formules et autres documents pour les fins d'examens, percevoir les honoraires, tenir des registres, diriger les travaux des inspecteurs nommés en vertu de la présente loi, et voir aux détails d'administration du bureau des examinateurs.</p>	<p>4. The duties of such officers shall be:</p> <p>(1) To examine any person obliged to procure a license in virtue of this act;</p> <p>(2) To hold examinations, prepare forms and other documents for the same, collect fees, keep registers, direct the work of the inspectors appointed in virtue of this act and see to the details of the administration of the examiners' office.</p>	Duties.
Archives.	<p>Ces officiers doivent conserver dans les archives de leur bureau un mémoire de chaque licence émise par eux et préparer des rapports sur les opérations du bureau des examinateurs chaque fois qu'ils en sont requis par le ministre.</p>	<p>Such officers shall keep in the archives of their office a record of every license issued by them and draw up reports on the operations of the office whenever called upon by the Minister so to do.</p>	Records.
Sous-classification.	<p>Ils peuvent, sujet à l'approbation du ministre, faire une sous-classification des licences prévues par la section III de la présente loi. S. R. 1941, c. 173, a. 4.</p>	<p>They may, subject to the approval of the Minister, make a sub-classification of the licenses provided for by Division III of this act. R. S. 1941, c. 173, s. 4.</p>	Sub-classification.

SECTION III

DES LICENCES

Licence requise.	<p>5. Nul ne peut faire affaires comme entrepreneur ou exécuter des travaux comme compagnon ou apprenti dans une municipalité dont la population excède cinq mille âmes, à moins qu'une licence à cet effet ne lui ait été octroyée par le bureau des examinateurs, et que cette licence ne soit en vigueur.</p>	<p>5. No person shall do business as a contractor or work as a journeyman or apprentice in a municipality the population whereof exceeds five thousand souls, unless a license to that effect has been granted to him by the board of examiners and such license be in force.</p>	Licenses required.
Idem.	<p>Les dispositions du présent article s'appliqueront même dans les municipalités de cinq mille âmes ou moins, si les travaux déterminés par les sous-paragraphes <i>a</i>, <i>b</i>, <i>c</i> et <i>d</i> du paragraphe 2° de l'article 2, sont exécutés dans des édifices publics ou des établissements industriels, tels que définis par les paragraphes 4° et 5° de l'article 2 de la Loi des appareils sous pression (chap. 156).</p>	<p>The provisions of this section shall apply even in a municipality of five thousand souls or less, if the work specified in sub-paragraphs <i>a</i>, <i>b</i>, <i>c</i> and <i>d</i> of paragraph 2 of section 2 be performed in public buildings or industrial establishments, as defined in paragraphs 4 and 5 of section 2 of the Pressure Vessels Act (Chap. 156).</p>	Idem.
Exception.	<p>Toutefois, les entrepreneurs, compagnons et apprentis occupés à des travaux tels que définis par le sous-paragraphe <i>d</i> du paragraphe 2° de l'article 2, ne sont pas soumis aux dispositions du présent article, si la municipalité où ils résident, par voie de règlement adopté avant le 20 avril, 1934, les met déjà sous licence à la suite d'un examen de qualification technique.</p>	<p>However, contractors, journeymen and apprentices engaged in the work specified in sub-paragraph <i>d</i> of paragraph 2 of section 2 shall not be subject to the provisions of this section 5, if the municipality in which they reside, by a by-law adopted before the 20th of April, 1934, already subjects them to a license after an examination as to their technical qualification.</p>	Exception.

Restriction.

Les licences émises pour tels entrepreneurs, compagnons et apprentis visés dans le paragraphe précédent, ne sont valables que dans les limites de ladite municipalité. S. R. 1941, c. 173, a. 5; 9 Geo. VI, c. 45, a. 1.

The licenses issued for such contractors, journeymen and apprentices, contemplated in the preceding paragraph, shall be valid only within the territory of the said municipality. R. S. 1941, c. 173, s. 5; 9 Geo. VI, c. 45, s. 1.

Restriction.

Formes de licences.

6. Il est émis trois formes de licences désignées comme suit: « licence d'entrepreneur », « licence de compagnon » et « licence d'apprenti ». S. R. 1941, c. 173, a. 6.

6. Three license forms shall be issued, designated as follows: "contractor's license", "journeyman's license" and "apprentice's license". R. S. 1941, c. 173, s. 6.

License forms.

Licence d'entrepreneur.

7. La licence d'entrepreneur doit être octroyée:

7. A contractor's license must be granted: Contractor's license.

1° À toute personne qui a subi avec satisfaction l'examen prescrit pour un compagnon et qui a produit une demande d'inscription comme entrepreneur et a payé les honoraires prescrits; et

(1) To any person who has satisfactorily passed the examination prescribed for journeyman and has filed an application to be registered as a contractor and paid the prescribed fees; and

2° À toute compagnie, corporation ou association faisant affaires ou désirant faire affaires comme entrepreneur, pourvu qu'au moins un directeur ou un membre, selon le cas, de ladite compagnie, corporation ou association ait en sa possession une licence de compagnon en vigueur.

(2) To any company, corporation or association doing or wishing to do business as a contractor, provided that at least one director or member, as the case may be, of such company, corporation or association holds a journeyman's license, in force.

Restriction.

Nonobstant les paragraphes 1° et 2° du présent article, la licence d'entrepreneur ne pourra être accordée qu'aux entrepreneurs tenant réellement bureau et atelier, d'après l'estimation du bureau des examinateurs. S. R. 1941, c. 173, a. 7.

Notwithstanding paragraphs 1 and 2 of this section, a contractor's license can only be granted to a contractor actually having an office and workshop, so considered by the board of examiners. R. S. 1941, c. 173, s. 7.

Restriction.

Licence de compagnon.

8. La licence de compagnon doit être octroyée à une personne qui a passé avec satisfaction l'examen prescrit pour un compagnon, s'est conformée aux prescriptions contenues dans les formules préparées par les examinateurs et a payé les honoraires prescrits. S. R. 1941, c. 173, a. 8.

8. A journeyman's license must be granted to any person who has satisfactorily passed the examination prescribed for a journeyman, has complied with the provisions contained in the forms prepared by the examiners and has paid the prescribed fees. R. S. 1941, c. 173, s. 8.

Journeyman's license.

Licence d'apprenti.

9. La licence d'apprenti doit être octroyée à toute personne qui désire travailler comme apprenti. S. R. 1941, c. 173, a. 9.

9. An apprentice's license must be granted to any person wishing to work as an apprentice. R. S. 1941, c. 173, s. 9.

Apprentice's license.

Mentions sur licences.

10. Il doit être mentionné sur les licences d'entrepreneur et de compagnon le ou les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* du paragraphe 2° de l'article 2, que l'entrepreneur est autorisé à entreprendre ou auquel le

10. Mention shall be made on the contractor's and journeyman's licenses of the system or systems of piping provided for by sub-paragraphs *a*, *b*, *c* and *d* of paragraph 2 of section 2, that the contractor is authorized to contract for

Mention on licenses.

compagnon est autorisé à travailler. S. R. 1941, c. 173, a. 10.

or on which the journeyman is authorized to work. R. S. 1941, c. 173, s. 10.

Renou-
velle-
ment.

11. Les licences ci-dessus prévues restent en vigueur jusqu'au trente et unième jour du mois de mars qui suit leur émission et doivent être renouvelées après cette date.

11. The licenses hereinabove provided for shall remain in force until the thirty-first day of March following the issuing thereof and must be renewed after such date. Renewal
of license.

Licences
tempo-
raires.

Cependant la licence d'entrepreneur octroyée à une personne domiciliée en dehors de la province ou à une compagnie, association ou corporation qui n'a pas de place d'affaires dans la province ne reste en vigueur que durant la période de temps déterminée par les examinateurs lors de l'octroi de cette licence.

Nevertheless, a contractor's license granted to a person domiciled outside of the Province or to a company, association or corporation which has not its place of business in the Province shall remain in force only during the period of time fixed by the examiners at the time of granting such license. Tempo-
rary
license.

Condi-
tions.

Dans le cas prévu par l'alinéa précédent cette licence a force et effet dans le cas seulement où la personne, compagnie, association ou corporation qui la possède obtient des examinateurs une licence pour chacun des compagnons, venant d'en dehors de la province, qui sont employés à l'exécution desdits travaux. La durée des licences octroyées à cesdits compagnons est déterminée par les examinateurs lors de l'octroi des licences. S. R. 1941, c. 173, a. 11; 6 Geo. VI, c. 49, a. 1.

In the case provided for by the preceding paragraph such license shall have force and effect only in the case where the person, company, association or corporation in possession thereof obtains from the examiners a license for each of the journeymen, from outside of the Province, who are employed in carrying out the said works. The duration of the licenses granted to the said journeymen shall be determined by the examiners at the time of granting such licenses. R. S. 1941, c. 173, s. 11; 6 Geo. VI, c. 49, s. 1. Condi-
tions.

Appren-
tissage.

12. Un apprenti ne peut être admis à subir l'examen pour la licence de compagnon à moins qu'il n'ait fait un stage de quatre années d'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection de l'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* du paragraphe 2° de l'article 2.

12. No apprentice shall be admitted to the examination for a journeyman's license unless he has served four years apprenticeship in the work of installing, repairing or renewing one, several or all of the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a*, *b*, *c* and *d* of paragraph 2 of section 2 of this act. Appren-
ticeship.

Idem.

Les examinateurs peuvent cependant admettre un apprenti à l'examen pour la licence de compagnon après un stage de trois années d'apprentissage, si cet apprenti a étudié dans une école technique les travaux d'installation, de réparation ou de réfection de l'un, de plusieurs ou de tous lesdits systèmes de tuyauterie et s'il fournit les preuves à cet effet. S. R. 1941, c. 173, a. 12.

The examiners may, however, admit an apprentice to the examination for a journeyman's license, after three years apprenticeship, if such apprentice has studied at a technical school the work of installing, repairing or renewing of one, several or all of the said systems of piping and if he furnishes proof to such effect. R. S. 1941, c. 173, s. 12. Idem.

Affichage
des
licences.

13. La licence d'entrepreneur doit être affichée dans le bureau d'administration de l'entrepreneur.

13. A license granted to a contractor shall be posted up in the administration office of such contractor. Posting of
license.

Tout compagnon et tout apprenti doivent constamment porter sur eux leur licence de compagnon ou d'apprenti.

Every journeyman and every apprentice must always carry on his person the license of journeyman or of apprentice.

Toute omission d'afficher la licence ou de la porter tel que requis constitue par elle-même une preuve de défaut de qualification. S. R. 1941, c. 173, a. 13.

Every omission to post up the license or carry it as required shall of itself be proof of lack of qualification. R. S. 1941, c. 173, s. 13.

Licences non transférables.

14. Nulle licence octroyée en vertu de la présente loi ne peut être transférée ou cédée, et ladite licence peut être suspendue ou révoquée pour des causes suffisantes par le bureau des examinateurs.

14. No license granted in virtue of this act may be transferred or conveyed and the said license may be suspended or revoked for sufficient cause by the board of examiners. License not transferable.

Appel.

Cette suspension ou révocation est cependant sujette à appel devant le ministre dont la décision est finale. S. R. 1941, c. 173, a. 14.

Such suspension or revocation, shall however, be subject to appeal to the Minister whose decision shall be final. R. S. 1941, c. 173, s. 14. Appeal.

Révocation de licences.

15. S'il est démontré qu'une personne, compagnie, association ou corporation emploie une personne non licenciée pour effectuer des travaux à l'un, plusieurs ou tous les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a, b, c* et *d* du paragraphe 2^o de l'article 2, ou si la licence a été obtenue sous de fausses représentations, la licence possédée par telle personne, compagnie, association ou corporation peut être suspendue ou révoquée.

15. If it be proved that any person, company, association or corporation employs any unlicensed person to do work on one, several or all of the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a, b, c* and *d* of paragraph 2 of section 2, or if a license has been obtained under false pretences, the license held by such person, company, association or corporation may be suspended or revoked. Suspension of license.

Réserve.

La disposition ci-dessus n'empêche pas d'appliquer à cette personne, compagnie, association ou corporation la pénalité prévue par la présente loi pour une telle offense. S. R. 1941, c. 173, a. 15.

The above provision shall not prevent the condemning of such person, company, association or corporation to the penalty provided for by this act for such offence. R. S. 1941, c. 173, s. 15. Provisions safeguarded.

SECTION IV

DES HONORAIRES

Tarif d'honoraires.

16. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter, amender, remplacer ou abroger les tarifs des honoraires payables au bureau des examinateurs pour l'octroi et pour le renouvellement des licences prévues par la présente loi.

16. (1) The Lieutenant-Governor in Council may enact, amend, replace or repeal the tariff of fees payable to the board or examiners for the granting and the renewal of the licenses provided for by this act. Tariff of fees.

Perception.

2. Les honoraires pour l'octroi et le renouvellement des licences et les amendes prévues par la présente loi sont perçus par le bureau des examinateurs et remis au ministre des finances.

(2) The fees for the granting and the renewal of licenses and the fines provided for by this act shall be collected by the board of examiners and handed over to the Minister of Finance. Disposal thereof.

Idem.

3. Le bureau des examinateurs a seul le droit de percevoir les honoraires imposés pour l'octroi et le renouvellement des licences.

(3) The board of examiners shall alone have the right to collect the fees imposed for the granting and the renewal of licenses. Idem.

Recouvrement d'honoraires.

4. En outre des poursuites pénales ci-après prévues, une action peut être intentée pour recouvrer de tout entrepreneur,

(4) Besides the penal prosecutions hereinafter provided for, an action may be taken to recover from any contractor, Action for fee.

compagnon ou apprenti l'honoraire payable sur le renouvellement de sa licence, s'il agit comme tel sans avoir acquitté cette obligation. S. R. 1941, c. 173, a. 16; 6 Geo. VI, c. 49, a. 2.

journeyman or apprentice the fee payable on the renewal of his license, if he acts as such without having discharged that obligation. R. S. 1941, c. 173, s. 16; 6 Geo. VI, c. 49, s. 2.

SECTION V

DES EXAMENS

Examens. 17. Toute personne qui désire obtenir une licence comme entrepreneur, comme compagnon ou comme apprenti, doit se présenter devant le bureau des examinateurs pour y subir un examen, verbal ou écrit au choix du candidat, sur les matières prescrites par ledit bureau, dans le cas où un examen est requis.

Idem. Toute compagnie, association ou corporation qui désire obtenir une licence d'entrepreneur doit voir à ce qu'au moins un de ses administrateurs ou membres se présente devant le bureau des examinateurs pour y subir l'examen requis. S. R. 1941, c. 173, a. 17.

SECTION VI

DES PÉNALITÉS

Contra-vention. 18. Toute personne, compagnie, association ou corporation qui,—

(a) Agit comme entrepreneur sans détenir la licence d'entrepreneur;

(b) A ou prend à son emploi quelqu'un qui n'est pas muni de licence, tel qu'exigé par la présente loi;

est passible, pour une première offense, en sus des frais, d'une amende minimum de dix dollars par jour et d'une amende maximum de vingt-cinq dollars par jour ou d'un emprisonnement de huit jours, ou de l'amende et de l'emprisonnement, à la discrétion de la cour; et pour une deuxième offense ou pour toute offense subséquente, d'une amende de vingt-cinq dollars par jour ou d'un mois d'emprisonnement, ou de l'amende et de l'emprisonnement, à la discrétion de la cour. S. R. 1941, c. 173, a. 18.

Entrave à l'inspection. 19. Toute personne qui entrave, moleste ou dérange un inspecteur ou tout autre officier ou employé ou qui inter-

DIVISION V

EXAMINATIONS

17. Every person wishing to obtain a license as contractor, journeyman or apprentice must apply therefor to the board of examiners and come before the said board to undergo an examination, verbal or written at the candidate's option, on the subjects prescribed by it, in the case where an examination is required. Examination.

Every company, association or corporation wishing to obtain a contractor's license must see that one or more of its representatives come before the board of examiners to undergo the required examination before it. R. S. 1941, c. 173, s. 17. Idem.

DIVISION VI

PENALTIES

18. Every person, company, association or corporation who or which,— Offences.

(a) Acts as a contractor, without holding a contractor's license;

(b) Has or takes into his or its employ any person unprovided with the license prescribed by this act,—

shall be liable, for a first offence, in addition to the costs, to a minimum fine of ten dollars per day and to a maximum fine of twenty-five dollars per day, or to imprisonment for eight days, or to both fine and imprisonment at the discretion of the court; and, for a second or any subsequent offence, to a fine of twenty-five dollars per day or to one month's imprisonment, or to both fine and imprisonment at the discretion of the court. R. S. 1941, c. 173, s. 18.

19. Every person who hinders, molests or embarrasses an inspector or any other officer or employee or who interferes in Interference.

vient dans l'exécution des devoirs d'un inspecteur, de tout autre officier ou employé, est passible des pénalités prévues par l'article 18. S. R. 1941, c. 173, a. 19.

the execution of the duties of an inspector, or of any other officer or employee, shall be liable to the penalties provided for by section 18 of this act. R. S. 1941, c. 173, s. 19.

Défaut de renouvellement.

20. 1. Toute personne, compagnie, association ou corporation qui détient une licence d'entrepreneur qu'elle n'a pas renouvelée, tel que prévu à l'article 11, est passible, en sus des frais, d'une amende de dix dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours.

20. (1) Every person, company, association or corporation holding a contractor's license which has not been renewed, as provided for by section 11 of this act, shall be liable, in addition to the costs, to a fine of ten dollars, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment of thirty days.

Failure or renewal.

Idem.

2. Toute personne qui détient une licence de compagnon ou d'apprenti qu'elle n'a pas renouvelée, tel que prévu par l'article 11, est passible, en sus des frais, d'une amende de cinq dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours. S. R. 1941, c. 173, aa. 20 et 21.

(2) Every person holding a journeyman's or apprentice's license which has not been renewed as provided for by section 11 of this act, shall be liable, in addition to the costs, to a fine of five dollars, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment of thirty days. R. S. 1941, c. 173, ss. 20 and 21.

Idem.

Infraction et peine.

21. Quiconque enfreint une disposition d'un règlement adopté en vertu de la présente loi commet une infraction et est passible, en sus des frais, des pénalités prévues par le paragraphe 1 de l'article 20. S. R. 1941, c. 173, a. 21a; 10 Geo. VI, c. 40, a. 1.

21. Whoever contravenes any provision of a regulation adopted under this act commits an infraction and is liable, in addition to the costs, to the penalties provided for in subsection 1 of section 20. R. S. 1941, c. 173, s. 21a; 10 Geo. VI, c. 40, s. 1.

Infraction and penalty.

SECTION VII

DE LA JURIDICTION DE CERTAINES COURS ET DE LA PROCÉDURE

Poursuites.

22. 1. Toutes les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées devant un juge des sessions dans la cité de Québec et la ville de Montréal, ou devant un juge de district ou un juge de paix du lieu où la contravention a été commise dans toute autre partie de la province.

22. (1) All penal prosecutions under this act shall be brought before a judge of the Sessions in the cities of Quebec and Montreal, or before a district judge or a justice of the peace of the place where the offence was committed if in any other part of the Province.

Prosecutions.

Procédure.

2. La procédure suivie dans telles poursuites est celle prescrite par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

(2) The procedure to be followed in such cases shall be that prescribed by the Summary Convictions Act (Chap. 35).

Procedure.

Preuve.

3. Aucune preuve n'est permise pour établir qu'une poursuite a été intentée à la suite d'une plainte d'un dénonciateur ou pour découvrir l'identité de ce dernier. S. R. 1941, c. 173, aa. 22 et 22a; 6 Geo. VI, c. 49, aa. 3 et 4; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

(3) No evidence shall be admitted to establish that a prosecution was brought as the result of a complaint by an informer or to discover the identity of the latter. R. S. 1941, c. 173, ss. 22 and 22a; 6 Geo. VI, c. 49, ss. 3 and 4; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Evidence.

SECTION VIII

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Inspecteurs.

23. Dans le but d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, et en vue de constater si les personnes, compagnies, associations ou corporations possèdent les licences voulues et se conforment à la loi et aux règlements, il peut être nommé un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons, dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent. S. R. 1941, c. 173, a. 23.

Police.

24. Tout membre de la Sûreté provinciale ou de la police municipale ou toute personne à ce autorisée par les examinateurs a le droit de demander à toute personne, compagnie, association ou corporation de lui exhiber la ou les licences prévues par la présente loi, et demander la preuve qu'elle s'est conformée à la loi, et à défaut, ledit membre de la Sûreté provinciale ou de la police municipale ou ladite personne ainsi autorisée a le droit de faire arrêter immédiatement les travaux en marche et doit aviser les examinateurs de toute infraction à la présente loi. S. R. 1941, c. 173, a. 24; 9-10 Eliz. II, c. 18, a. 4.

Droit d'accès.

25. Chaque membre du bureau des examinateurs ou tout inspecteur nommé en vertu de la présente loi peut, pourvu que ce soit à une heure raisonnable, avoir accès à, entrer dans ou traverser tout terrain, édifice ou lieu dans le but de constater si la présente loi et les règlements sont observés et aussi d'accomplir les devoirs qui lui sont conférés en vertu de cette loi. S. R. 1941, c. 173, a. 25.

Exemption.

26. Nonobstant toute disposition à ce contraire de la présente loi, toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme entrepreneur ou quiconque travaille comme compagnon ou apprenti, n'est pas assujetti aux dispositions de la présente loi, si le travail qu'elle entreprend ou fait est un travail effectué sur des locomotives, des voitures de chemin de fer ou des bateaux. S. R. 1941, c. 173, a. 27.

DIVISION VIII

GENERAL PROVISIONS

Inspectors.

23. In order to ensure the observance of this act and of the regulations, and to ascertain whether the persons, companies, associations or corporations hold the required licenses and comply with the law and regulations, there may be appointed a number of inspectors duly qualified as journeymen whose work shall consist in making inspections in all the buildings of the Province, in making the law known to the interested parties and reporting to the examiners whatever infringements they may establish. R. S. 1941, c. 173, s. 23.

Powers of police.

24. Any member of the Provincial Police Force or municipal police or any person authorized to that effect by the examiners shall have the right to require any person, company, association or corporation to show to him the license or licenses provided for by this act, and to demand proof that the law has been complied with, and, failing which, the said member of the Provincial Police Force or municipal police or the person so authorized, shall have the right to stop immediately the work under way and shall notify the examiners of every violation of this act. R. S. 1941, c. 173, s. 24; 9-10 Eliz. II, c. 18, s. 4.

Right of entrance.

25. Each member of the board of examiners or any inspector appointed in virtue of this act may, provided it be at a reasonable hour, have access to, enter upon or cross any lot, building or place for the purpose of ascertaining whether this act and the regulations are complied with and also to accomplish the duties devolving upon him in virtue of this act. R. S. 1941, c. 173, s. 25.

Exemption.

26. Notwithstanding any provision to the contrary in this act, no person, company, association or corporation who or which does business as a contractor, and no one working as a journeyman or apprentice, shall be subject to the provisions of this act if the work which he or it contracts for or does in work done on locomotives, railway cars or ships. R. S. 1941, c. 173, s. 27.

Nombre
d'appren-
tis.

27. Un entrepreneur ne doit pas, dans ses entreprises de travaux d'installation, de réparation ou de réfection de l'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie prévus par les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* du paragraphe 2° de l'article 2, employer plus d'un apprenti par chaque compagnon exécutant ces travaux pour l'entrepreneur. S. R. 1941, c. 173, a. 28.

Pouvoir
du lt.-g.
en c. de rè-
glementer.

28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements:

a) pour établir, dans les municipalités dont la population excède cinq mille âmes, les règles que tout entrepreneur, compagnon ou apprenti doit suivre pour l'exécution des travaux de plomberie; il peut dispenser de l'application de ces règlements toute municipalité où est en vigueur un règlement municipal assurant au public une protection sanitaire au moins équivalente à celle que prévoient ces règlements;

b) pour soustraire à l'application de la présente loi certaines catégories d'appareils frigorifiques et de gicleurs automatiques visés par les sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 2° de l'article 2; et
c) généralement pour la mise à exécution de la présente loi.

Règle-
ments en
vigueur
sur publi-
cation.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute date subséquente qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer. S. R. 1941, c. 173, a. 29; 7 Geo. VI, c. 31, a. 1; 10 Geo. VI, c. 40, a. 2.

27. No contractor shall, in undertaking the work of installing, repairing or renewing of one, several or all of the systems of piping provided for by sub-paragraphs *a*, *b*, *c* and *d* of paragraph 2 of section 2 of this act, employ more than one apprentice for each journeyman executing such work for the contractor. R. S. 1941, c. 173, s. 28.

Number
of appren-
tices.

28. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

Power of
Lt.-Gov.-
in-Coun-
cil to
regulate.

(a) to prescribe, in municipalities the population of which exceeds five thousand souls, the rules to be followed by every contractor, journeyman or apprentice for the carrying out of plumbing works; he may exempt from the application of these regulations any municipality where is in force a municipal by-law assuring to the public a sanitary protection at least equivalent to that provided by such regulations;

(b) to remove from the application of this act certain categories of refrigerating systems and mechanical sprinklers contemplated by sub-paragraphs *b* and *c* of paragraph 2 of section 2; and

(c) generally for the carrying out of this act.

These regulations shall come into force at the date of their publication in the *Quebec Official Gazette* or at any subsequent date the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to determine. R. S. 1941, c. 173, s. 29; 7 Geo. VI, c. 31, s. 1; 10 Geo. VI, c. 40, s. 2.

Regula-
tions in
force upon
publica-
tion.